



Conseil Economique
et Social

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1998/L.72
9 avril 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 9 de l'ordre du jour

ACTION VISANT A ENCOURAGER ET DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES ET,
NOTAMMENT, QUESTION DU PROGRAMME ET DES METHODES
DE TRAVAIL DE LA COMMISSION

Allemagne, Canada, Finlande*, Hongrie*, Irlande, Italie, Liechtenstein*,
Portugal*, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
Suède* et Suisse* : projet de décision

1998/... Impunité

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et les autres instruments pertinents touchant les droits de l'homme, ainsi que par la Déclaration et le Programme d'action de Vienne,

Rappelant sa résolution 1994/44 du 5 mars 1994 et prenant note de la résolution 1997/28 adoptée le 28 août 1997 par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités ainsi que du paragraphe 91 de la section II de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne,

Convaincue que l'impunité escomptée pour les violations des droits de l'homme ou du droit international humanitaire encourage ces violations et est l'un des obstacles fondamentaux au respect du droit international des droits

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

de l'homme et du droit international humanitaire ainsi qu'à la pleine application des instruments relatifs au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire,

Convaincue également que le fait de dénoncer les violations des droits de l'homme, celui de tenir leurs auteurs comptables de leurs actes, celui d'obtenir justice pour leurs victimes et celui de préserver les archives concernant ces violations permettront en faisant connaître ces dernières de guider les sociétés futures et sont essentiels pour promouvoir et mettre en oeuvre les droits de l'homme et les libertés fondamentales ainsi que pour prévenir de futures violations,

Consciente que le fait de tenir les auteurs de graves violations des droits de l'homme comptables de leurs actes est un élément essentiel de tout recours effectif pour les victimes de telles violations et est un facteur clé pour assurer un fonctionnement juste et équitable de l'appareil de justice et, en fin de compte, assurer la réconciliation et la stabilité à l'intérieur d'un Etat,

Se félicitant de ce qu'un certain nombre d'Etats où des violations des droits de l'homme se sont produites par le passé aient créé des mécanismes pour dénoncer de telles violations, dont des commissions d'enquête ou des commissions chargées d'établir la vérité et d'assurer la réconciliation,

Soulignant la nécessité urgente d'établir une cour criminelle internationale permanente en tant que mesure s'inscrivant dans la lutte contre l'impunité et prenant note en même temps des travaux des tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda,

1. Insiste sur l'importance de la lutte contre l'impunité pour prévenir les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire et invite instamment les Etats à s'intéresser d'urgence à la question de l'impunité pour les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment celles qui sont commises contre les femmes, et à prendre des mesures appropriées pour traiter cette question importante;

2. Est consciente que la divulgation des souffrances des victimes de violations des droits de l'homme et l'établissement de la vérité sur les auteurs de ces violations sont des mesures essentielles pour la réadaptation des victimes et la réconciliation et invite instamment les Etats à intensifier

leurs efforts pour que les victimes de violations des droits de l'homme bénéficient d'une procédure juste et équitable dans le cadre de laquelle ces violations pourront donner lieu à des enquêtes et être divulguées et à encourager les victimes à participer à cette procédure;

3. Souligne combien il est important de prendre toutes les mesures nécessaires et possibles pour tenir les auteurs de violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire comptables de leurs actes et invite instamment les Etats à agir dans le respect de la légalité;

4. Appelle les Etats et la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à étudier la possibilité de fournir aux Etats qui le demandent une assistance et un concours concrets et pratiques en s'efforçant d'atteindre les objectifs énoncés dans la présente résolution;

5. Prend note du rapport établi par M. Louis Joinet (E/CN.4/Sub.2/1997/20/Rev.1) conformément à la décision 1996/119 de la Sous-Commission et de l'ensemble de principes pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité annexé à ce rapport et prie le Secrétaire général d'inviter les Etats, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales à lui faire part de leurs vues et observations à ce sujet;

6. Prie le Secrétaire général d'inviter les Etats à fournir des renseignements sur toutes mesures législatives, administratives ou autres qu'ils auraient prises pour combattre l'impunité pour violations des droits de l'homme sur leur territoire, ainsi que sur les recours dont disposent les victimes de telles violations;

7. Prie aussi le Secrétaire général de rassembler les renseignements et observations reçus conformément à la présente résolution et de lui présenter un rapport à sa cinquante-cinquième session;

8. Invite les rapporteurs spéciaux et les autres mécanismes de la Commission des droits de l'homme à tenir dûment compte de la question de l'impunité dans l'exercice de leurs mandats;

9. Décide de poursuivre l'examen de cette question à sa cinquante-cinquième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Action visant à encourager et développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales".
